

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 juin 2013

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative au soutien au processus de paix
au Nagorny Karabakh**

(déposée par
MM. Patrick Moriau et Philippe Blanchart)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 juni 2013

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de steun aan het vredesproces
in Nagorno-Karabach**

(ingediend door
de heren Patrick Moriau en Philippe Blanchart)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA:	Questions et Réponses écrites
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)
PLEN:	Séance plénière
COM:	Réunion de commission
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties:

DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Plenum
COM:	Commissievergadering
MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Par la présente proposition de résolution, les auteurs désirent attirer l'attention sur les faits de guerre qui dévastèrent par le passé le Nagorny Karabakh, une région victime d'un conflit armé pudiquement désigné sous le vocable de "conflit gelé" depuis 1994.

Les conséquences politiques, diplomatiques et humaines de ce conflit sont pourtant toujours d'actualité.

Cette région, à la fois proche historiquement et géographiquement, fait partie intégrante de l'espace géographique des États membres du Conseil de l'Europe et de la politique de voisinage de l'Union européenne.

Dès l'éclatement du conflit, les institutions internationales, dont le Conseil de sécurité des Nations Unies, se prononcèrent sans équivoque en condamnant l'invasion du Nagorny Karabakh et en exigeant le retrait immédiat des troupes d'occupation.

Sans reprendre l'ensemble des résolutions des organisations internationales, il est pertinent de citer des extraits de la très importante résolution 1416 (2005), adoptée par l'Assemblée générale du Conseil de l'Europe le 25 janvier 2005:

"1. L'Assemblée parlementaire regrette que, plus de dix ans après le début des hostilités, le conflit du Haut-Karabakh ne soit toujours pas résolu. Des centaines de milliers de personnes sont encore déplacées et vivent dans des conditions misérables. [...].

2. [...] L'Assemblée réaffirme que l'indépendance et la sécession d'un territoire qui fait partie d'un État ne peuvent être que l'aboutissement d'un processus légal et pacifique, fondé sur le soutien exprimé démocratiquement par les habitants du territoire en question; elles ne sauraient être la conséquence d'un conflit armé débouchant sur des expulsions ethniques et sur l'annexion de fait du territoire concerné par un autre État. L'Assemblée rappelle que l'occupation d'un territoire étranger par un État membre constitue une grave violation des obligations qui incombent à cet État en sa qualité de membre du Conseil de l'Europe, et réaffirme le droit des personnes déplacées de la zone du conflit de retourner dans leur foyer dans la sécurité et la dignité.

3. L'Assemblée rappelle les Résolutions 822 (1993), 853 (1993), 874 (1993) et 884 (1993) du Conseil de

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Met dit voorstel van resolutie willen de indieners de aandacht vestigen op de oorlogsfeiten die in het verleden verwoestende gevolgen hebben gehad in Nagorno-Karabach, een regio waar sinds 1994 een gewapend conflict wordt uitgevochten, dat eufemistisch als een "bevroren conflict" wordt bestempeld.

De politieke, diplomatieke en menselijke gevolgen van dit conflict zijn nochtans nog altijd brandend actueel.

Die regio, die zowel historisch als geografisch dicht bij Europa aanleunt, maakt volwaardig deel uit van de geografische ruimte van de bij de Raad van Europa aangesloten landen en valt onder het nabuurschapsbeleid van de Europese Unie.

Al meteen bij het uitbreken van het conflict hebben de internationale instellingen, onder meer de VN-Veiligheidsraad, de invasie van Nagorno-Karabach ondubbelzinnig veroordeeld en de onmiddellijke terugtrekking van de bezettingstroepen geëist.

Zonder hieronder alle resoluties van de internationale organisaties weer te geven, is het nuttig bepaalde passages te citeren uit de belangrijke resolutie nr. 1416 (2005) die de algemene vergadering van de Raad van Europa op 25 januari 2005 heeft aangenomen:

"1. *The Parliamentary Assembly regrets that, more than a decade after the armed hostilities started, the conflict over the Nagorno-Karabakh region remains unsolved. Hundreds of thousands of people are still displaced and live in miserable conditions. (...).*

2. (...) *The Assembly reaffirms that independence and secession of a regional territory from a state may only be achieved through a lawful and peaceful process based on the democratic support of the inhabitants of such territory and not in the wake of an armed conflict leading to ethnic expulsion and the de facto annexation of such territory to another state. The Assembly reiterates that the occupation of foreign territory by a member state constitutes a grave violation of that state's obligations as a member of the Council of Europe and reaffirms the right of displaced persons from the area of conflict to return to their homes safely and with dignity.*

3. *The Assembly recalls Resolutions 822 (1993), 853 (1993), 874 (1993) and 884 (1993) of the United*

sécurité des Nations Unies; elle invite instamment les parties concernées à se conformer à ces résolutions, notamment en renonçant aux hostilités armées et en retirant leurs forces militaires des territoires occupés. [...]”.

Dans ce conflit, depuis qu'un cessez-le-feu fragile a été décrété, la situation reste figée et nécessite concrètement une solution diplomatique basée sur les engagements, pris tant par l'Arménie que par l'Azerbaïdjan lors de leur adhésion au Conseil de l'Europe en janvier 2001, de n'utiliser que des moyens pacifiques pour régler le conflit en s'abstenant de menacer de recourir à l'usage de la force contre le pays voisin.

Nous le savons, les États membres du Conseil de l'Europe, dont la Belgique fait partie, proclament leurs attachements aux règles et valeurs inhérentes à l'État de droit.

La communauté internationale ne peut dès lors rester insensible aux drames humains qui se sont déroulés et qui se déroulent journallement dans cette région. De même, la communauté internationale a vocation à veiller à la réintégration des populations victimes de tels conflits.

En effet, de véritables crimes ont été commis dans la région du Nagorny Karabakh et les sept régions voisines occupées.

Des massacres eurent lieu systématiquement, dont le plus connu est le massacre de Khojaly où, dans la nuit du 25 au 26 février 1992, 613 civils ont été tués, dont des femmes et des enfants.

En 2009, sous l'égide de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), les co-présidents du Groupe de Minsk signèrent une "Déclaration commune" reprenant des "Principes de base" susceptibles d'aider à un retour à une paix durable.

Parallèlement à la réalisation de ces "Principes de base" du Groupe de Minsk, il convient de relever qu'il n'est de solution durable dans ce type de conflit qu'avec l'accompagnement de mesures judiciaires assurant la recherche, la poursuite et le jugement des auteurs des atrocités commises durant le conflit.

L'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 2840 (XXVI) du 18 décembre 1971, qualifie de violation du droit international le fait pour un État de ne pas coopérer à l'arrestation, aux poursuites ou à l'extradition d'un auteur de faits de crimes de guerre ou

Nations Security Council and urges the parties concerned to comply with them, in particular by refraining from any armed hostilities and by withdrawing military forces from any occupied territories. (...)”.

Sinds een broos staakt-het-vuren werd afgekondigd, zit de conflictsituatie nog altijd muurvast. Er is een concrete diplomatieke oplossing nodig die uitgaat van de verbintenis die zowel Armenië als Azerbeïdjan bij hun toetreding tot de Raad van Europa in januari 2001 hebben aangegaan, namelijk dat ze uitsluitend vreedzame middelen zouden aanwenden om het conflict te beslechten en niet met geweld tegen het buurland zouden dreigen.

De lidstaten van de Raad van Europa, waartoe ook België behoort, hechten uiteraard een groot belang aan de regels en waarden die eigen zijn aan de rechtsstaat.

De internationale gemeenschap kan dan ook niet onverschillig blijven voor de menselijke tragedie die zich in die regio heeft afgespeeld en die zich dag na dag blijft voltrekken. Ook moet de internationale gemeenschap toezien op de reïntegratie van de bevolkingsgroepen die het slachtoffer zijn van dergelijke conflicten.

In de regio Opper-Karabach en de zeven bezette buur-regio's werden immers regelrechte misdaden gepleegd.

Er hebben systematisch slachtpartijen plaatsgevonden, waarvan de bekendste die van Khojaly is, waarbij in de nacht van 25 op 26 februari 1992, 613 burgers werden vermoord, waaronder vrouwen en kinderen.

In 2009 ondertekenden de ondervoorzitters van de Minsk Groep, onder auspiciën van de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE), een gemeenschappelijke verklaring, waarin de basisprincipes worden uiteengezet die aan het herstel van een duurzame vrede kunnen bijdragen.

Los van de basisprincipes van de Minsk Groep, dient opgemerkt dat in dit soort conflicten een duurzame oplossing alleen maar mogelijk is als tegelijk juridische maatregelen worden genomen die ervoor moeten zorgen dat de plegers van de wrede daden die tijdens het conflict werden begaan, worden opgespoord, vervolgd en berecht.

De Algemene Vergadering van de Verenigde Naties stelt in haar resolutie 2840 (XXVI) van 18 december 1971 dat, als een Staat niet meewerkt aan de arrestatie, de vervolging en de uitlevering van een pleger van oorlogsmisdaden of van misdaden tegen de

de crimes contre l'humanité. Dans sa résolution 3074 (XXVIII), intitulée "Principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité", l'Assemblée générale déclare en son paragraphe 1^{er} que: "Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, où qu'ils aient été commis et quel que soit le moment où ils ont été commis, doivent faire l'objet d'une enquête, et les individus contre lesquels il existe des preuves établissant qu'ils ont commis de tels crimes doivent être recherchés, arrêtés, traduits en justice et, s'ils sont reconnus coupables, châtiés". Le paragraphe 5 de ladite résolution prévoit que les États ne peuvent prendre aucune législation interne afin de mettre cette obligation en péril. Qui plus est, ces crimes sont imprescriptibles et inamnistiables.

En conclusion, parallèlement au processus diplomatique et politique, il faudrait également que les responsables de ces crimes répondent de leurs actes. Cela constituerait non seulement un moyen de mettre fin à cette situation gelée, mais contribuerait également à la reconstruction d'un "après" pacifique et positif.

Patrick MORIAU (PS)
Philippe BLANCHART (PS)

menselijkheid, dit als een schending van het internationaal recht wordt beschouwd. In haar resolutie 3074 (XXVIII), getiteld "*Principles of international cooperation in the detection, arrest, extradition and punishment of persons guilty of war crimes and crimes against humanity*", bepaalt de Algemene Vergadering in paragraaf 1 het volgende: "*War crimes and crimes against humanity, wherever they are committed, shall be subject to investigation and the persons against whom there is evidence that they have committed such crimes shall be subject to tracing, arrest, trial and, if found guilty, to punishment.*". Paragraaf 5 van die resolutie bepaalt dat de Staten geen enkel eigen wetgevend initiatief mogen nemen dat aan die verplichting afbreuk doet. Bovendien zijn die misdaden onverjaarbaar en is geen amnestie mogelijk.

Naast de diplomatieke en politieke actie is het dus essentieel dat de plegers van die misdaden, verantwoording afleggen voor hun daden. Dat zou niet alleen een manier zijn om de situatie uit het slop te halen, maar zou ook bijdragen tot de totstandbrenging van een vreedzame en constructieve naoorlogstijd.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu la résolution 1416 (2005) du Conseil de l'Europe relative au conflit du Haut-Karabakh traité par la Conférence de Minsk de l'OSCE;

B. vu les "principes de base" énoncés dans la Déclaration commune du Groupe de Minsk agissant sous l'égide de l'OSCE et vu la nécessité de réaliser ceux-ci;

C. considérant que le règlement pacifique et durable de la question du Haut-Karabakh est un élément important de la politique européenne de voisinage;

D. considérant que le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie pour la période allant du 1^{er} septembre 2011 au 30 juin 2013 est fondé sur les objectifs généraux de la politique menée par l'Union européenne à l'égard du Caucase du Sud et considérant que ces objectifs, conformément aux mécanismes existants, y compris l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et son Groupe de Minsk, sont notamment de prévenir les conflits dans la région, de contribuer à un règlement pacifique des conflits dans la région, en encourageant notamment le retour des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, et d'appuyer la mise en œuvre des solutions trouvées conformément aux principes du droit international;

E. considérant que le Conseil des ministres européens des Affaires étrangères du 8 décembre 2009 a reconfirmé son engagement de favoriser la stabilité, la coopération, le développement économique et la "bonne gouvernance" dans la région du Caucase du Sud¹;

F. considérant qu'à ce jour, plus d'un million cent mille personnes sont déplacées en Azerbaïdjan et sont empêchées de retourner chez elles et considérant que les "conflits gelés" constituent des obstacles au développement économique, culturel et social;

G. rappelant que les standards internationaux concernant la responsabilité pénale pour crimes graves doivent être appliqués;

¹ http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/press-data/EN/foraff/111816.pdf.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. wijst op resolutie 1416 (2005) van de Raad van Europa betreffende het conflict in Nagorno Karabach, dat op de OVSE-conferentie in Minsk werd besproken;

B. attendeert op de "basisbeginselen" die zijn opgenomen in de gezamenlijke verklaring van de onder OVSE-vlag optredende Minsk Groep en die hun beslag moeten krijgen;

C. geeft aan dat de vreedzame en duurzame oplossing van het conflict in Nagorno Karabach een belangrijk onderdeel is van het Europees Nabuurschapsbeleid;

D. wijst erop dat het mandaat van de speciale vertegenwoordiger van de Europese Unie voor de zuidelijke Kaukasus en de crisis in Georgië voor de periode van 1 september 2011 tot 30 juni 2013 gestoeld is op de algemene doelstellingen van het EU-beleid ten aanzien van de zuidelijke Kaukasus, alsook dat die doelstellingen, overeenkomstig de bestaande voorzieningen, met inbegrip van de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE) en de Minsk Groep, er meer bepaald op gericht zijn conflicten in de regio te voorkomen en bij te dragen tot een vreedzame oplossing van de bestaande conflicten aldaar, door met name de vluchtelingen en de in eigen land ontheemden aan te moedigen naar hun woonplaats terug te keren, alsook de verwezenlijking te ondersteunen van oplossingen die overeenkomstig de beginselen van het internationaal recht worden aangereikt;

E. geeft aan dat de Europese Raad van ministers van Buitenlandse Zaken van 8 december 2009 zijn engagement heeft herbevestigd om de stabiliteit, de samenwerking, de economische ontwikkeling en het behoorlijk bestuur in de regio van de zuidelijke Kaukasus te bevorderen¹;

F. beseft dat tot dusver meer dan één miljoen honderdduizend mensen in Azerbeidzjan ontheemd zijn en worden belet naar huis terug te keren, alsook dat de "bevroren conflicten" de economische, culturele en sociale ontwikkeling in de weg staan;

G. wijst erop dat de internationale normen betreffende de strafrechtelijke aansprakelijkheid voor ernstige misdrijven moeten worden toegepast;

¹ http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/press-data/EN/foraff/111816.pdf.

H. considérant que l'avènement d'une solution pacifique au "conflit gelé" du Nagorny Karabakh repose notamment sur l'exercice, dans la sécurité et la dignité, du droit inaliénable au retour des populations déplacées dans le respect du devoir de mémoire dû aux victimes et qu'à cette fin la communauté internationale pourrait examiner la question de la manière d'organiser la recherche, la poursuite et le jugement des personnes coupables;

I. considérant que seule une solution équilibrée et diplomatique, incluant des compromis inévitables entre les parties prenantes à ce "conflit gelé", peut conduire vers une issue pacifique;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. de soutenir, via l'Union européenne, les efforts du Groupe de Minsk de l'OSCE vers un règlement pacifique, juste et durable ainsi que toutes les mesures qui contribuent à une résolution pacifique de ce conflit;

2. de prendre des initiatives diplomatiques, en partenariat avec les autres États membres européens, pour que l'Arménie et l'Azerbaïdjan mettent à profit le processus du Groupe de Minsk de l'OSCE et appliquent effectivement et mutuellement, par l'intermédiaire du Groupe de Minsk, des propositions constructives pour le règlement pacifique du conflit, conformément aux normes appropriées et aux principes du droit international;

3. de soutenir le rôle de médiation du Groupe de Minsk, agissant sous l'égide de l'OSCE, en faisant appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte un soutien courageux à cet accord politique et que se réalisent les "Principes de base" de la Déclaration commune du Groupe de Minsk;

4. d'inciter toutes les parties concernées à s'investir activement dans le processus de paix et de retour à la stabilité au Nagorny Karabakh et d'encourager l'Union européenne, dans le cadre de sa politique de voisinage, à appeler toutes les parties concernées à éviter toute action susceptible d'aggraver les tensions et de saper les efforts de médiation en cours;

5. de soutenir les missions du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud en faveur des réformes politiques et économiques, ainsi que la résolution des conflits dans la région, l'intégration

H. attendeert erop dat de totstandkoming van een vreedzame oplossing voor het "bevroren conflict" in Nagorno Karabach met name berust op de uitoefening, in alle veiligheid en waardigheid, van het onvervreemd bare recht op terugkeer van de ontheemde volkeren, met inachtneming van de plicht om de slachtoffers te gedenken, alsook dat de internationale gemeenschap daartoe zou kunnen nagaan hoe de opsporing, de vervolging en de berechting van de schuldigen kan worden georganiseerd;

I. is de overtuiging toegedaan dat alleen een evenwichtige en diplomatieke oplossing, met onvermijdelijke compromissen tussen de partijen die bij dit 'bevroren conflict' belang hebben, tot een vreedzame uitkomst kan leiden;

VERZOEKT DE REGERING:

1. haar steun te betuigen aan de inspanningen van de OVSE Minsk Groep met het oog op een vreedzame, rechtvaardige en duurzame regeling via de Europese Unie, alsook aan alle maatregelen die bijdragen tot een vreedzame oplossing van dat conflict;

2. in partnerschap met de andere EU-lidstaten diplomatieke initiatieven te nemen, opdat Armenië en Azerbeïdjan het proces van de OVSE Minsk Groep te baat nemen en daadwerkelijk en wederzijds, met de Minsk Groep als bemiddelaar, constructieve voorstellen voor de vreedzame oplossing van het conflict toepassen, overeenkomstig de geëigende normen en de internationaalrechtelijke beginselen;

3. de bemiddelingsrol van de Minsk Groep, die handelt onder auspiciën van de OVSE, te steunen, door de internationale gemeenschap op te roepen dit politieke akkoord krachtig te steunen en opdat uitvoering wordt gegeven aan de basisprincipes van de gemeenschappelijke verklaring van de Minsk Groep;

4. alle betrokken partijen ertoe aan te sporen zich actief voor het proces van vrede en terugkeer naar stabiliteit in Nagorno-Karabach in te zetten en de Europese Unie in het kader van haar nabuurschapsbeleid aan te moedigen om alle betrokken partijen op te roepen elke handeling te voorkomen die van dien aard is dat zij de spanningen kan doen oplopen en de aan de gang zijnde bemiddelingspogingen kan ondermijnen;

5. haar steun te verlenen aan de missies van de speciale vertegenwoordiger van de Europese Unie voor de zuidelijke Kaukasus, ten gunste van de politieke en economische hervormingen, alsook aan de oplossing

régionale et une plus forte coopération avec l'Union Européenne;

6. d'appeler solennellement au renoncement définitif à l'usage de moyens militaires et de l'intimidation militaire dans la région du Sud-Caucase et de porter une attention particulière à un retrait accéléré et sans condition des troupes de tous les territoires du Haut-Karabakh et voisins;

7. d'appeler la communauté internationale à garantir l'exercice du droit inaliénable au retour des personnes déplacées et réfugiées des territoires du Nagorny Karabakh conformément au droit international;

8. d'insister fermement, dans le cadre de ses relations diplomatiques avec les pays de cette région, sur l'importance essentielle de la bonne gouvernance, de la transparence des flux financiers et du respect de la démocratie, des valeurs inhérentes à ces principes, ainsi que du respect des droits de l'Homme, comme des conditions indispensables à la pacification de cette région et aux bonnes relations avec l'Union européenne;

9. d'appeler les parties au conflit à respecter et à appliquer les résolutions des organisations internationales relatives à ce conflit.

18 avril 2013

Patrick MORIAU (PS)
Philippe BLANCHART (PS)

van de conflicten in het gebied, de regionale integratie en een nauwere samenwerking met de Europese Unie;

6. een plechtige oproep te doen om het gebruik van militaire middelen en militaire intimidatie in de zuidelijke Kaukasus definitief af te zweren en bijzondere aandacht te besteden aan een versnelde en onvoorwaardelijke terugtrekking van de troepen uit alle gebieden van Nagorno-Karabach en de buurgebieden ervan;

7. de internationale gemeenschap ertoe aan te zetten de uitoefening te waarborgen van het onvervreembare recht op terugkeer van de ontheemden en vluchtelingen uit het grondgebied van Nagorno-Karabach, overeenkomstig het internationaal recht;

8. in het kader van haar diplomatieke betrekkingen met de landen in die regio sterk aan te dringen op het cruciale belang van goed bestuur, transparantie van de geldstromen en eerbiediging van de democratie, de aan die principes inherente waarden, alsook de eerbiediging van de mensenrechten, als onontbeerlijke voorwaarden voor de pacificatie van het gebied en de goede betrekkingen met de Europese Unie;

9. de conflictpartijen op te roepen de op dat conflict betrekking hebbende resoluties van de internationale instellingen in acht te nemen en uit te voeren.

18 april 2013